

Le billet du Huron

La barrière et le niveau

Il y a un troisième tour aux élections municipales et cantonales, celui des exécutifs : maires, présidents de communauté urbaine et d'agglomération, de communautés de communes et de conseils généraux. Tous ces exécutifs ont aussitôt recruté des directeurs et autres bras séculiers. L'opération est particulièrement significative dans les départements dont 58 sont aujourd'hui de gauche, soit un gain net de 7. L'analyse du CV de ces « jeunes messieurs » est instructive. C'est le plus souvent le militantisme qui les a fait entrer au service des collectivités locales, par un exercice d'alchimie dont les spécialistes disent qu'il relève du fait du prince. Ils sont devenus sous-préfet ou inspecteur, titre ronflant, souvent sans concours, sur un parcours balisé et suivi, au gré d'un pouvoir politique ami. Cette synergie pouvoir central pouvoir local a beaucoup fonctionné avec l'alternance. On voit, et la Franche-Comté en est un bon exemple, de brillants sujets passer d'un conseil régional à un département, mais avec une curiosité : c'est toujours la même couleur politique. Il y a 40 ans, telle promotion de l'ENA comptait une dizaine de sous-préfets qui, au Ministère de l'Intérieur, ne choisissaient pas leur département en fonction de la couleur politique du préfet.

Mais le vrai débat n'est pas là, bien plutôt, c'est vrai, dans le quart de siècle d'alternance qui vient de s'écouler et qui a malmené, voire pulvérisé le principe de l'élitisme républicain. De quoi s'agissait-il, sinon de confier le recrutement des titulaires de fonctions d'encadrement au jeu des concours, sur la base du vieux principe, résiduel, sans doute, mais incontournable : que le meilleur gagne parce qu'il n'y a pas d'autre système de recrutement, sauf à hisser la barre assez haut pour tester le niveau.

L'Etat a bien dû appliquer ce principe, mais, depuis bientôt 30 ans, et l'alternance y est pour beaucoup, il a subi de graves outrages. Les recrutements se sont élargis, comme en témoigne le corps préfectoral, voire le Graal de l'Inspection des Finances dont une bonne observatrice[°] signalait récemment que 21 inspecteurs généraux sur 37, en fonction dans le service, y avaient été parachutés. C'est même l'agrégation des lycées dont les jurys, il y a de longues années, refusaient, à l'occasion, de pourvoir les postes, faute de niveau, qui, aujourd'hui, enregistre dans ses rangs, des agrégés non issus du concours. Les mânes de Guy Bayet doivent être saisies de convulsions...

Mais le principal fourrier de ces recrutements à bon compte, suivis de carrières à dossard, est, bien sûr, la décentralisation qui règne sur 1,8 million de fonctionnaires, selon un principe de comptabilité en partie double : plus l'Etat en supprime, plus le pouvoir local en recrute. Bien sûr, la Fonction publique territoriale (FPT) recrute par concours, mais, il faut en convenir, la discrétion est de mise, car qui a jamais lu dans la presse la moindre liste de lauréats issus de tels recrutements, comme c'était le cas pour les concours d'Etat ?

[°] Les intouchables par Ghislaine OTTENHEIMER (Albin Michel-2004)

- 12 -

Si ces concours de la FPT ne suscitent pas l'engouement, c'est, sans doute, que leurs titulaires, au niveau cadre s'entend, savent que le concours ne vaut pas garantie d'emploi, mais que tout commence après, lorsqu'ils iront présenter leurs devoirs à un futur employeur, élu, bien sûr, auquel ils devront bien faire allégeance, sauf à sécher sur pied.

Le résultat de cet alliage bâtard de militantisme et de népotisme, c'est l'hymne à la joie entonné par ces jeunes gens, l'hymne à ce président qui leur donne la sécurité, payée d'une inféodation à toute épreuve. Il n'y a rien là que de très logique : à défaut d'épreuves en cinq ou sept heures qui, il est vrai, ne réussissent pas à tout le monde, mais confèrent aux meilleurs un sentiment de reconnaissance par le mérite, donc d'indépendance, il reste à ceux qui doivent tout à un homme et à un parti, la béatitude de la soumission.

L'élitisme républicain et le concours qui en est le marche-pied ne sont plus au goût du jour. On n'en a pas fini avec les spasmes posthumes de Guy Bayet, mais, pour autant, si le concours n'est pas remplacé par une procédure équivalente et non par le fait du prince, alors, il faut bien répondre à deux questions.

D'abord, comment et pourquoi la gauche actuelle qui, au demeurant, n'entend pas renier sa filiation avec les pères fondateurs de la République, s'obstinet-

elle à ruiner la sélection des meilleurs qui est un legs absolu du combat républicain? C'est la I^{ère} République qui crée les grands concours. C'est la II^{ème} qui institue une Ecole d'Administration et c'est la III^{ème} qui recrutera dans les premiers ses pères fondateurs, tous X ou normaliens. Et c'est cette même gauche qui, aujourd'hui, au nom de l'idéologie subversive de Bourdieu et de son procès des « héritiers », récuse l'élitisme pour lui préférer des colleurs d'affiches.

A droite, foin de Bourdieu, mais la pusillanimité n'est pas absente et, revenue aux affaires, elle n'a jamais remis en cause les basses oeuvres de l'anti-élitisme. C'est même Nicolas Sarkozy qui brocarde le concours en se gaussant de questions sur la princesse de Clèves. Il n'y en a plus, aujourd'hui, à droite sous prétexte de réforme, à gauche, sous le manteau, que pour les contrats et les parcours professionnels dont chacun sait qu'ils seront balisés, non par le talent et le classement, mais par la recommandation et la carte.

On pourrait échapper à cette régression, et c'est la deuxième question, en conciliant népotisme et indépendance. C'est le principe même du système américain des dépouilles. Le président élu des Etats-Unis recrute 4000 collaborateurs qui disparaissent à la fin de son mandat, au lieu de se faire nommer comme des prébendiers, sans talent ni honneur, comme des domestiques... Mais la France qui a toujours considéré l'Amérique comme une terre de bons sauvages n'est pas prête d'aller y chercher la moindre leçon. Elle préfère le système des charges, venu tout droit de la Cour et là, ce n'est plus une question, mais une certitude.